



## Conseil économique et social

Provisoire

13 septembre 2006

Français

Original: anglais

---

### Reprise de la session de fond de 2000

#### Compte rendu analytique provisoire de la 47<sup>ème</sup> séance

Tenue au siège, à New York, le lundi 30 octobre 2000, à 10 heures

*Président* : M. Wibisono ..... (Indonésie)

### Sommaire

Réunion avec les Chefs des organisations ayant leur siège à Rome sur le thème  
« Éliminer la faim au nouveau millénaire »

---

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

00-71675 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Réunion avec les Chefs des organisations ayant leur siège à Rome sur le thème « Éliminer la faim au nouveau millénaire »**

1. **Le Président**, notant que cette réunion est la première que le Conseil ait jamais tenue avec les Chefs des trois institutions spécialisées ayant leur siège à Rome, déclare que l'intention est de tirer parti de l'ensemble fructueux de dialogues engagés entre le Conseil et les institutions de Bretton Woods et d'assurer des échanges réguliers avec les chefs des institutions spécialisées sur certains thèmes spécifiques.

2. Il rappelle que lors du récent Sommet du millénaire, les Chefs d'État et de gouvernement ont entrepris de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015 et de prendre des mesures spéciales pour faire face à ce problème en Afrique. La principale cause de la faim est l'incapacité à assurer un développement durable, centré sur les personnes. Éliminer la faim représente un énorme défi et exigerait non seulement des progrès en agriculture, l'expansion des marchés et une bonne gouvernance, mais aussi un regain de solidarité et de coordination de la part de la communauté internationale.

3. Pour **M. Holkeri** (Président de l'Assemblée générale), la faim est le résultat d'une distribution inégale des ressources. Le cinquième le plus pauvre de la population mondiale ne reçoit environ que 1 % du revenu mondial, tandis que le cinquième le plus riche en reçoit 86 %. Les 5 % les plus riches absorbent quelque 45 % de la consommation de viande et de poisson. Les femmes sont celles qui produisent le plus d'aliments au monde mais en consomment le moins. Les femmes des zones rurales sont les plus défavorisées à cet égard. Alors que la proportion de personnes ayant faim a diminué au cours des 50 dernières années, le nombre absolu de personnes souffrant de la faim a augmenté. L'objectif de l'élimination de la faim et de la sous-nutrition avait été fixé par le Congrès alimentaire mondial en 1963 et a été réitéré lors du Sommet alimentaire mondial de 1996. L'élimination de la faim est une question de volonté politique.

4. Actuellement, selon certaines sources, la production alimentaire mondiale serait suffisante pour

alimenter la population mondiale, mais cela n'est pas nécessairement toujours le cas. La croissance de la production agricole et animale dans les pays en développement ralentit et la prise de poisson à l'échelle mondiale a diminué. Cela serait imputable en partie aux effets régionaux d'El Niño, mais pourrait aussi indiquer que la production a atteint son sommet. En raison des sécheresses et des inondations ou de conflits ou de troubles civils prolongés, des millions d'Africains auront besoin d'aide alimentaire en 2000 et 2001. Entre 1990 et 1997, les 12 pays les plus touchés par les conflits ont affiché des pertes de production primaire de quelque 40 %, et leur infrastructure et leurs réseaux de transport et de distribution ont subi de graves dommages ou ont été perturbés.

5. En période de croissance économique, davantage de personnes ont pu acheter des produits alimentaires. Alors que l'économie africaine dans son ensemble a progressé de 3,1 à 3,4 % ces dernières années, il lui faudrait croître deux fois plus vite pour pouvoir réduire sensiblement la pauvreté et la faim. Nombre de pays africains sont encore tributaires de leurs exportations de matières premières et de produits de base, y compris de produits agricoles, qui sont exposés à des fluctuations de prix. Le Plan d'action du Sommet alimentaire mondial de 1996 s'était concentré sur l'établissement de filets de protection sociale, la création de possibilités d'emploi et l'accroissement de la capacité de production primaire de produits alimentaires. À l'intérieur des pays, les inégalités d'accès à l'alimentation pourraient être compensées par l'adoption de politiques économiques bien conçues et par la promotion d'un développement rural faisant pleinement usage du capital social local au lieu de compter sur l'intervention directe de l'État. Pour que de telles orientations réussissent, il faudrait des relations saines et transparentes entre l'État et les administrations locales, car il serait essentiel que les intéressés s'associent pleinement au processus.

6. L'insécurité alimentaire est imputable en partie à l'incapacité des consommateurs ruraux de soutenir les petites exploitations. La production de ces exploitations est souvent freinée par l'absence d'investissement. S'il est vrai que dans certaines situations, le microcrédit aide les pauvres, la plupart des bénéficiaires ne sont pas des agriculteurs mais des familles se livrant à une petite activité rémunératrice, par exemple, exploitant une petite industrie familiale,

et le microcrédit, s'il est mal géré, peut aggraver la situation de ces familles en les laissant endettées.

7. **M<sup>me</sup> Fréchette** (Secrétaire générale adjointe) estime que la faim n'est pas seulement une préoccupation sectorielle mais plutôt une question politique, sociale et morale cruciale. La lutte contre la faim doit être menée sur de vastes horizons. Plus de 800 millions d'êtres ont faim chaque jour, dont un sur trois en Afrique subsaharienne. Les pertes de productivité et les problèmes de santé font de la faim non seulement une tragédie individuelle, mais un handicap économique pour des communautés entières, voire des nations. L'élimination de la faim est donc un élément clé de l'effort que déploie l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir une paix et un développement durables, élément qui a reçu l'appui du Sommet du millénaire.

8. La présente réunion se concentre à juste titre sur les besoins particuliers de l'Afrique, et surtout sur les régions où la sécheresse menace la sécurité alimentaire. Il serait utile que le segment de haut niveau de la prochaine session de fond du Conseil fasse porter ses efforts sur le développement durable du continent. Cela pourrait aider à forger un solide consensus sur les moyens de remédier à l'injustice et de livrer une guerre sans merci à la faim; cela pourrait aussi aider à former les nouveaux partenariats nécessaires au succès entre les institutions des Nations Unies, les Gouvernements, la société civile et les entreprises privées.

9. **M. Diouf** [Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)] déclare que le thème débattu « Éliminer la faim au nouveau millénaire » est une question de vie ou de mort pour des millions d'êtres. L'objectif immédiat, fixé par le Sommet mondial de l'alimentation en 1996, de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-nutrition d'ici à 2015, est loin d'être atteint, car 826 millions de personnes – dont 792 millions vivant dans les pays en développement – restent chroniquement sous-alimentés. Si l'Asie du Sud a le plus grand nombre de personnes sous-alimentées, la proportion des personnes touchées est la plus élevée en Afrique subsaharienne, où le nombre absolu est déjà deux fois plus élevé qu'il y a 30 ans. Il est clair qu'une action de grande envergure s'impose d'urgence.

10. Les trois organisations ayant leur siège à Rome partagent un objectif commun, et ont des mandats

différents mais complémentaires. Elles coordonnent régulièrement leurs activités à tous les niveaux au siège et sur le terrain, à travers le réseau du Comité administratif de coordination (CAC) et le système de coordonnateurs résidents, et coopèrent entre elles et avec d'autres organes afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Ainsi, la FAO travaille avec le FIDA afin d'aider les pays membres à préparer des projets d'investissement, et avec le PAM pour évaluer les besoins d'aide alimentaire d'urgence.

11. La FAO s'efforce de susciter une prise de conscience des problèmes actuels et à long terme et de faire en sorte que les Gouvernements des pays en développement soient bien informés de ces problèmes, afin de pouvoir participer aux négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture, qui sont d'une importance capitale. Son Comité de la sécurité alimentaire mondiale suit les progrès de la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet alimentaire mondial et soumet régulièrement des rapports au Conseil économique et social. Le programme du Codex Alimentarius mis en œuvre par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fixe des normes de sécurité alimentaire, et la FAO aide les pays en développement, les pays en transition et les associations économiques régionales à élaborer des stratégies de développement agricole et de sécurité alimentaire. Le Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire montre dans plus de 60 pays à faible revenu et à déficit alimentaire des moyens d'apporter des changements technologiques simples mais durables permettant d'accroître la production, les revenus et l'accès à l'alimentation.

12. Quelque 70 % des personnes souffrant d'insécurité alimentaire vivent dans des zones rurales. Le développement agricole est donc crucial pour l'élimination de ce problème. Cela vaut plus particulièrement pour les pays d'Afrique subsaharienne, qui sont fortement tributaires de l'agriculture. Par ailleurs, si l'insécurité alimentaire et la pauvreté augmentent rapidement dans les villes, ces problèmes sont accentués par le dénuement des populations rurales. Le développement rural est la réponse anticipée à un exode rural excessif.

13. Pourtant, l'agriculture et le développement rural ne reçoivent pas l'attention prioritaire qu'ils devraient. L'investissement est insuffisant, et les transferts externes vers le développement agricole sont en baisse. Il faut accroître l'appui financier au Programme spécial

de la FAO pour la sécurité alimentaire. Dans le cadre de la mondialisation, le commerce et les finances doivent contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Il est particulièrement important d'inverser la tendance à la baisse de l'investissement dans la sécurité alimentaire dans les régions où le nombre des situations d'urgence alimentaire semble augmenter. Les opérations de secours doivent s'accompagner d'investissements à long terme dans la production et la distribution d'aliments afin de relancer le redressement et le développement. De telles stratégies contribuent pour beaucoup à prévenir les situations d'urgence alimentaire, y compris celles causées par les conflits. Il importe que l'ensemble du système des Nations Unies reconnaisse combien il importe d'assurer durablement la sécurité alimentaire, et le rôle du Conseil économique et social à cet égard est essentiel.

14. *Une bande vidéo montrant les activités de la FAO dans la corne de l'Afrique est projetée.*

15. **M. Al-Sultan** [Président du Fonds international de développement agricole (FIDA)] déclare que sur la base de son expérience, le FIDA en est venu à la conclusion que les pauvres des régions rurales détiennent la clef d'un monde débarrassé de la faim et que le rôle collectif des institutions intéressées est de tirer profit de ce potentiel en concentrant une plus large part de l'aide publique au développement (APD) sur la pauvreté en milieu rural, en donnant aux pauvres les moyens de tirer parti des possibilités qui se présentent, en améliorant leur accès aux avoirs productifs, à une technologie et aux marchés les favorisant et en faisant face aux effets dévastateurs du sida en Afrique et à travers le monde.

16. Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre la faim, au cours de la dernière décennie, la production agricole a marqué le pas. L'insuffisance pondérale chez les enfants d'âge préscolaire est un symptôme alarmant de ce problème en Afrique. Alors que ce phénomène est censé décliner globalement dans les pays en développement d'ici à 2005, on prévoit qu'il augmentera de près de 3 % en Afrique. Les progrès contre la faim en Afrique et dans le monde pourraient reprendre si l'on concentrait de nouveau les ressources, les politiques et les projets sur les régions où leur impact est le plus sensible, à savoir les régions rurales.

17. Quelque 60 % de ceux qui sont sous-alimentés appartiennent à une population rurale vivant dans des

régions écologiquement fragiles à faible productivité agricole. Étant donné la relation étroite entre la faim et la pauvreté, il importe de se concentrer sur les régions où vivent la majorité des pauvres; près de 75 % des personnes les plus pauvres vivent dans des zones rurales. Comme les pauvres des zones rurales et urbaines sont tributaires d'une alimentation de base, le fait de combattre la pauvreté en milieu rural pourrait présenter des avantages pour la sécurité qui seraient ressentis largement au delà des régions rurales, et pourrait aussi accélérer la croissance économique qui est l'une des conditions clefs du succès. Les investissements dans les zones rurales pourraient réduire la vulnérabilité aux sécheresses et aux catastrophes qui provoquent souvent des crises alimentaires. Investir dans le développement rural et agricole est aussi un moyen essentiel de préparer les agriculteurs à pourvoir aux besoins alimentaires des générations futures.

18. La fertilité des sols, déjà faible dans de nombreuses régions du monde, est en baisse. Une étendue de la taille de l'Irlande est perdue chaque année du fait de la désertification. Cela constitue particulièrement une menace pour la sécurité alimentaire en Afrique, où la majeure partie de la population vit d'une agriculture de subsistance et de l'élevage et où 73 % des terres arides sont touchées par la désertification. Il faut investir dans les petites exploitations agricoles africaines si l'on veut préserver le sol fragile dont dépend la production vivrière. Or, s'il est vrai que tous les secteurs du développement se ressentent des effets de la diminution de l'APD, l'aide à l'agriculture a été particulièrement touchée. En valeur réelle, elle a diminué de près de 50 % entre 1986 et 1996. Il faut que cette tendance s'inverse. L'un des moyens de canaliser davantage de ressources vers les domaines d'une importance capitale pour combattre la faim est de recourir à l'allègement de la dette et, à cet égard, il salue la généreuse initiative du Gouvernement de l'Italie d'échanger la dette envers l'Italie en fonds locaux qui, avec l'appui du FIDA, de la FAO et du PAM, seraient utilisés pour combattre la pauvreté, offrir des services sociaux et protéger l'environnement.

19. Les nouveaux flux de ressources doivent s'accompagner de politiques et de projets d'habilitation des pauvres des zones rurales. Ceux-ci doivent participer à la conception et à l'exécution des projets. Au lieu de dire aux pauvres ruraux ce qu'ils devraient

avoir, les institutions devraient répondre à ce qu'elles ont identifié comme ce dont ils ont besoin. Plus de 90 % des programmes du FIDA ont à présent des éléments participatifs, et il est clair que de tels projets inspirés par la demande ont plus de chances de répondre aux besoins et d'offrir un réel soutien.

20. Malgré le rôle critique qu'elles jouent dans l'alimentation de leurs familles, les femmes n'ont pas l'égalité d'accès aux avoirs productifs. Il importe d'intégrer les approches fondées sur la parité hommes-femmes aux interventions en matière de développement. Le FIDA est fier de sa collaboration avec le PAM et la FAO ainsi qu'avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes de la société civile, à travers la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté, afin de donner les moyens d'action nécessaires aux femmes et aux hommes pauvres.

21. Dans beaucoup de pays en développement, l'accès à la terre, à l'eau, au crédit et à l'épargne est le seul moyen de s'assurer des conditions de subsistance viables. Le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification est un moyen vital de garantir aux pauvres ruraux des terres arides la préservation de leurs ressources et d'assurer pour l'avenir à leurs enfants l'accès à la terre et à l'eau. Il exhorte tous les pays à veiller à ce que des ressources adéquates soient affectées à la réalisation des objectifs de la Convention.

22. La technologie pourrait contribuer à accroître les avantages que les pauvres tirent de leurs actifs, à condition qu'elle réponde à leurs besoins. La recherche privée étudie rarement les cultures de base dont dépendent les pauvres. Il convient d'aider les pauvres ruraux à définir, façonner et exprimer leurs besoins technologiques et à utiliser pleinement les moyens technologiques à leur disposition. Il est essentiel d'investir dans le renforcement des capacités humaines.

23. Les pauvres des régions rurales doivent aussi avoir la possibilité de vendre leurs produits. Pour que les pays les plus pauvres puissent participer au commerce international, il faut négocier l'obtention de marchés plus ouverts, réclamer des conditions particulières pour les candidats des pays en développement, ne serait-ce que pour une période intérimaire, donner le temps aux producteurs de rendre leurs produits conformes aux normes de qualité

internationales, puis leur permettre de faire face équitablement à la concurrence, et promouvoir l'intégration des marchés entre les pays en développement.

24. On ne saurait parler de la pauvreté et de la faim sans évoquer le sida, qui ravage les familles d'agriculteurs tributaires d'un travail physique. En Afrique seulement, on compte chaque jour 1 700 nouveaux cas d'infection par le VIH. Le décès d'un adulte engendre également une perte du revenu nécessaire pour l'achat d'intrants agricoles, d'outils et de produits vivriers essentiels. Il faut faire davantage pour renforcer l'aptitude des communautés et des familles à faire face aux effets du sida.

25. Mettre un terme à la faim est un objectif ambitieux, qui ne peut être atteint que par des partenariats. Chaque institution du système des Nations Unies a son rôle à jouer et une contribution à apporter. L'avantage comparatif du FIDA tient à sa qualité d'unique institution des Nations Unies axée exclusivement sur la faim et la pauvreté dans les collectivités rurales.

26. **M<sup>me</sup> Bertini** [Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM)], pour mettre un terme à la faim dans la monde, il faut à la fois des solutions à long et à court terme. Le coût de la lutte contre la faim est minime, comparé à ses avantages. Les femmes sont le facteur le plus important dans l'élimination de la faim dans le monde, car ce sont elles qui font les travaux agricoles, achètent et préparent les aliments et qui vont puiser l'eau. Comme il a été indiqué, bien que ce soient les femmes qui cultivent la plupart des produits alimentaires au monde, comme elles nourrissent d'abord leurs maris et leurs enfants, elles n'ont ensuite que ce qui reste pour se nourrir elles-mêmes. Une femme qui n'a pas assez à manger quand elle est enceinte met au monde un enfant de plus petite taille qui est plus exposé à la maladie et risque davantage d'en mourir. La femme qui allaite et qui a faim ne produit pas assez de lait pour son enfant.

27. D'après la FAO, 80 % des agriculteurs africains sont des femmes, et rien n'est plus important pour ceux qui cherchent à éliminer la faim que de parler aux femmes, afin de déterminer ce dont elles ont besoin. Les femmes des pays en développement demandent souvent qu'on leur donne la possibilité de cultiver des produits alimentaires, et elles font toujours remarquer que lorsque des aliments entrent dans leurs foyers, ce

sont elles qui en ont le contrôle, tandis que l'homme a la haute main sur les ressources financières. L'avantage à long terme qu'offre le fait d'investir dans la femme et de l'aider vient de ce que la femme est le pilier de la communauté. Si elle a plus d'instruction, elle peut mener sa vie différemment : avec une éducation de base, elle a davantage de possibilités d'emploi; elle décide souvent d'avoir moins d'enfants; et elle est mieux à même de tirer parti des possibilités économiques qui se présentent. Il faut s'assurer que les filles comme les garçons ont l'énergie nécessaire pour aller à l'école. Lorsque les enfants sont nourris à l'école, les taux de scolarisation montent en flèche et le temps passé à l'école s'allonge. La nourriture peut être un moyen d'inciter les filles à aller à l'école et à y rester; lorsque l'on donne un bidon d'huile alimentaire aux filles qui fréquentent l'école pendant un mois, cela les incite à y rester un mois de plus.

28. Les efforts consacrés à susciter la participation des femmes, auxquels coopèrent étroitement les trois organisations ayant leur siège à Rome, vont au delà de la démarginalisation. Ils sont le seul moyen d'éliminer la faim dans le monde. Si les femmes sont associées à l'action en tant que bénéficiaires, participantes et décideurs, ce sont elles qui permettront de mettre un terme à la faim dans le monde.

29. **M. Francese** (Italie) estime qu'il faut saisir chaque occasion qui se présente d'insister sur le fait que la lutte contre la faim et la promotion d'un développement durable dans les zones rurales doivent être au centre de toute stratégie intégrée d'élimination de la pauvreté. La réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation passe par une accentuation de la coordination et de la coopération au sein du système des Nations Unies et par la création d'un partenariat mondial. Il aimerait savoir quels progrès ont été réalisés jusqu'ici par les efforts en vue de renforcer la coopération des trois organisations ayant leur siège à Rome, notamment sur le terrain et dans le cadre du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. En particulier, il se demande si le FIDA a expérimenté de nouvelles formes de coopération avec la société civile et le secteur privé, et comment la FAO a l'intention de contribuer aux initiatives de l'Organisation des Nations Unies à l'appui des plans des pays en développement pour 2001, notamment à la rencontre intergouvernementale de haut niveau sur le financement du développement et

à la Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

30. Sa délégation partage le point de vue exprimé dans l'analyse du Directeur général de la FAO en ce qui concerne les obstacles à la sécurité alimentaire. Elle approuve son appel en faveur d'un accroissement du financement du Programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO et demande un complément d'information sur le nombre croissant de cas où les pays en développement financent la mise en œuvre de ce programme spécial sur leurs propres ressources.

31. Enfin, notant que l'Italie appuie les travaux du PAM dans la corne de l'Afrique, il demande au Directeur général si ce travail pourrait s'inscrire dans le cadre d'une approche intégrée accordant la même attention aux aspects économiques, politiques, humanitaires, militaires et régionaux. L'Italie estime que la situation complexe de la région nécessite une approche intégrée qui déborde le cadre des perspectives nationales et que la recherche d'une solution aux problèmes de la région passe par une coopération régionale efficace.

32. **M. Mutaboba** (Rwanda) estime, comme M<sup>me</sup> Bertini, que c'est une erreur d'avoir exclu les femmes et demande comment les femmes et les institutions pertinentes des Nations Unies peuvent faire à présent pour traiter plus efficacement la question de la sécurité alimentaire, en particulier en Afrique subsaharienne. Il se demande également si le Conseil ou les organisations ayant leur siège à Rome peuvent convaincre les donateurs qui ont fourni une aide d'urgence à court terme d'effectuer des investissements à long terme dans le secteur agricole. Il estime également qu'un échange plus actif de données d'expérience serait bénéfique. Enfin, il fait observer que l'Éthiopie et les autres pays de la corne de l'Afrique ont une terre très fertile mais n'ont pas la technologie appropriée pour l'exploiter pleinement.

33. **M. Tomasi** (France) estime également que la communauté internationale n'accorde pas une priorité suffisante au développement agricole, d'autant plus que quelque 70 % de la population des pays en développement vivent dans les zones rurales et que l'agriculture revêt une importance cruciale pour le produit intérieur brut, la balance commerciale et l'emploi dans ces pays. Il est frappé de constater que les débats économiques et sociaux au Siège des Nations Unies portent davantage sur les questions

macroéconomiques que sur les questions de politique sectorielle; la seule question sectorielle débattue a trait au développement industriel plutôt qu'à l'agriculture. Il se demande s'il ne serait pas possible de mettre davantage en avant les activités des organisations ayant leur siège à Rome lors du prochain débat international de haut niveau sur le financement du développement ou de la Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et si les chefs de ces trois organisations ne pourraient pas établir un lien de complémentarité entre les aides d'urgence à long et à court terme.

34. **M. Khare** (Inde) déclare que depuis l'accroissement de sa production alimentaire, au milieu des années 60 (la Révolution verte), l'Inde n'a pas connu de famine ni aucun type de situation d'urgence alimentaire ayant requis une aide internationale. La pierre angulaire de son succès est d'avoir donné la faculté d'agir aux producteurs agricoles. En même temps, l'accroissement de la participation communautaire a débouché sur des rendements plus élevés qui ont permis de se prémunir contre les risques de carence en micronutriments et en protéines. Il estime que la biotechnologie doit être adaptée aux besoins des pays en développement, en particulier des éléments les plus démunis de la population, et qu'elle doit être utilisée en toute sécurité. À cet égard, il se demande si la FAO a l'intention de prendre d'autres mesures afin de promouvoir le développement de nouvelles variétés de produits propres à éviter les carences nutritionnelles ou protéiniques et de favoriser les transferts de technologie vers les pays en développement.

35. Comme il a été signalé à maintes reprises, le commerce agricole des pays à faible revenu est totalement détruit par les subventions internes offertes dans de nombreux pays développés et par une tendance à commercialiser l'agriculture aux dépens des éléments pauvres et vulnérables qui ont besoin d'une action ciblée, de subventions et d'aide alimentaire. Il aimerait connaître quelle sera la position qu'adopteront les organisations ayant leur siège à Rome lors des négociations agricoles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Enfin, il aimerait avoir des renseignements sur l'action menée par le PAM pour promouvoir une alimentation saine propre à éviter que les enfants aient à ingérer des suppléments alimentaires.

36. **M. Mbayu** (Cameroun) demande si le Conseil peut contribuer à renforcer la coordination des initiatives en faveur de la sécurité alimentaire, et quelles mesures particulières il pourrait prendre. Il aimerait savoir quelles précautions compte prendre le PAM pour s'assurer que les secours alimentaires d'urgence ne modifieront pas l'alimentation de ses bénéficiaires d'une manière non durable ou ne provoqueront pas de déséquilibres ou une hausse des prix en transférant les excédents alimentaires d'un pays vers un autre. Enfin, il espère que l'importance accordée aux livraisons alimentaires aux régions sortant d'un conflit n'auront pas pour effet de marginaliser les pays non engagés dans ce conflit et demande comment une base alimentaire plus solide pourrait contribuer à prévenir les conflits.

37. **M. Binswanger** (Banque mondiale) note que, par ironie, les populations les plus pauvres et souffrant le plus de la faim vivent dans les régions rurales d'où proviennent les produits alimentaires. Depuis le Sommet mondial de l'alimentation tenu trois ans auparavant, il est généralement admis que la croissance rurale est tributaire de la croissance agricole, car même les secteurs non agricoles des régions rurales sont étroitement liés à l'agriculture; que l'on ne peut favoriser la croissance rurale que par l'habilitation des collectivités, la décentralisation, la participation et le renforcement du rôle des femmes; et que l'on a besoin d'une combinaison appropriée de mesures de protection et d'initiatives en faveur d'une croissance durable. Les avis sont en outre généralement unanimes à reconnaître la nécessité de politiques agricoles favorables et d'un accès des pays en développement aux marchés des États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui sont cruciaux pour la croissance agricole; d'investissements dans l'infrastructure, la santé et l'éducation; d'une coordination appropriée aux niveaux national, sous-régional et mondial et de partenariats, tels que ceux qui existent entre la Banque mondiale, la FAO et le FIDA. Comme un développement dont les pays serait le moteur est à présent essentiel aux travaux de nombreux pays donateurs et institutions d'aide, y compris de la Banque mondiale, d'importants volumes de ressources additionnelles devraient être affectés à des programmes communautaires dans les zones rurales.

38. La Banque mondiale a modifié ses procédures de manière à canaliser plus facilement les ressources vers

les collectivités pour des projets d'approvisionnement en eau, de production agricole et d'irrigation d'un coût peu élevé susceptibles d'être financés sur le Programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO. La Banque mondiale est le principal donateur pour les programmes de recherche et de vulgarisation agricoles, qui sont de plus en plus axés sur la demande et décentralisés et pourraient répondre, par exemple, à des propositions d'organisations de producteurs. La Banque mondiale reste l'un des principaux promoteurs de l'intégration régionale de la commercialisation des produits agricoles et des réformes des politiques agricoles. Le Président de la Banque mondiale a demandé que les marchés de l'OCDE s'ouvrent aux pays en développement.

39. Toutefois, malgré le consensus sur ce qu'il faut faire, la part de l'aide publique au développement affectée à l'agriculture a fortement diminué, et il est même difficile de maintenir le financement de la recherche agricole internationale. Les gouvernements ne réorientent pas leurs ressources de manière à compenser la baisse de financement et ne demandent même pas un renforcement de l'aide à l'agriculture et la lutte pour l'élimination de la faim. Les ressources budgétaires et humaines des principales institutions d'aide au développement agricole, telles que la FAO, le FIDA et la Banque mondiale, ont diminué. Dans le cas de la Banque mondiale, cette baisse a été de 30 % au cours des trois années écoulées depuis le Sommet mondial de l'alimentation, de sorte que la Banque n'a même pas été en mesure d'apporter une aide à la corne de l'Afrique.

40. C'est pourquoi il salue l'initiative du Conseil de se pencher sur la question de la faim, y compris sur le rôle de l'agriculture, et il espère que cette initiative permettra d'attirer l'aide des principaux donateurs. Il faut également renforcer la coordination au niveau des pays au sein des groupes thématiques de la FAO. La Banque mondiale, la FAO et d'autres institutions pourraient faciliter la réforme des mécanismes de financement de la recherche agricole internationale.

41. **M. Le Hoai Trung** (Viet Nam) déclare que sa délégation se félicite de la création de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté et a été impressionnée par les rapports des institutions spécialisées sur leurs efforts dans ce domaine. Son pays a bénéficié d'une excellente coopération avec les organisations ayant leur siège à Rome. Au cours des 10 dernières années, il est devenu le deuxième exportateur

mondial de riz et exportateur d'autres produits agricoles. Ces organisations pourraient pressentir le Viet Nam et d'autres pays dans leurs stratégies futures en vue de renforcer les acquis et d'assurer leur durabilité, car le Viet Nam et de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont toujours confrontés à des crises sans précédent et, dans certains cas, aux effets de la transition économique.

42. Il demande un renforcement de la coopération technique entre pays en développement, qui pourrait être extrêmement bénéfique. Par exemple, le Viet Nam a bénéficié des compétences de techniciens africains en matière de culture du coton. Enfin, il tient à remercier la FAO de son arrangement de coopération trilatérale avec son pays et un certain nombre de pays africains.

43. **M. Eldahry** (Arabie saoudite) demande où en sont les efforts en vue d'améliorer les techniques de gestion des ressources en eau, gestion qui est au centre de la production agricole et, en particulier, de la production alimentaire. Notant que certains pays d'Afrique subsaharienne consacrent moins de 2 % des ressources publiques à la gestion de l'eau, il se demande comment les capacités des pouvoirs publics en matière d'approvisionnement en eau et de gestion des ressources en eau pourraient être renforcées.

44. **M. Shen** Guofang (Chine) souligne que 800 millions de personnes sont victimes de la faim dans le monde d'aujourd'hui, et que 70 % d'entre elles vivent dans les zones rurales. Géographiquement, le plus grand nombre de personnes sous-alimentées vivent en Afrique. La pauvreté engendrée par les conflits a sérieusement freiné le développement économique de l'Afrique et perturbé l'équilibre économique mondial.

45. La Chine a récemment parrainé un Forum ministériel Chine-Afrique sur la faim, dont les résultats sont notamment une formation régulière pour spécialistes africains de l'agriculture afin de les aider à concevoir de petites centrales hydroélectriques et à forer des puits profonds dans les zones de sécheresse pour résoudre les problèmes d'irrigation. La Chine a annulé la dette des pays africains envers elle et fourni un appui financier supplémentaire, principalement pour la production alimentaire. Des plans détaillés ont été élaborés à ce forum et des dispositions ont été prises en vue d'un suivi conjoint des projets de production agricole par la Chine et les pays africains.

46. Au cours des 20 dernières années, il s'est produit un miracle en Chine, le pays en développement le plus peuplé du monde : le Gouvernement a pu veiller à ce que 200 millions de personnes vivant dans les régions rurales du pays puissent s'alimenter et se vêtir. Ce faisant, il a accumulé une précieuse expérience qu'il serait heureux de faire partager à d'autres pays dans le cadre de symposiums tels que le Forum Chine-Afrique. Au-delà de ces actions, cependant, un appui financier est nécessaire au développement des industries alimentaires des pays en développement si elles veulent avoir un accès plus large aux marchés. Le microcrédit est un outil efficace à cet égard, et a été utilisé avec succès en Chine et dans de nombreuses autres régions du monde. Dans le programme Chine-Afrique, le microcrédit sera utilisé pour former un personnel agricole, exécuter des travaux de recherche-développement, améliorer la technologie agricole, construire des centrales hydroélectriques pour résoudre les problèmes d'irrigation et aider les régions déshéritées à établir des liens avec les régions côtières afin d'avoir accès aux marchés pour leurs produits agricoles. Il aimerait savoir si les organisations ayant leur siège à Rome ont des idées ou des suggestions concernant le microcrédit, et ce qu'elles en pensent.

47. **M. Diouf** (Directeur général, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), répondant à la question du représentant de l'Italie sur la coopération sur le terrain, souligne qu'à la suite du Sommet mondial de l'alimentation, le CAC a créé un comité composé de représentants des institutions des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods dans les différents pays membres. Ce comité a notamment pour tâche d'assurer le suivi de la Déclaration et du Plan d'action de Rome, de travailler avec le coordonnateur résident de n'importe quel pays, d'établir les activités du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) et de suivre les progrès à l'échelon local, en se concentrant sur les informations sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité. En ce qui concerne les initiatives en cours, l'apport des différents partenaires du système des Nations Unies à la rencontre intergouvernementale de haut niveau sur le financement du développement et à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a été examiné à une réunion récente du CAC. Le Programme spécial pour la sécurité alimentaire, qui coopère directement avec les pauvres ruraux, est à présent implanté dans 61 pays à travers le monde. Les pays en développement ont apporté une

contribution de 70 millions sur un total de 170 millions de dollars, et si l'on avait évalué la coopération Sud-Sud en utilisant les coûts normaux sur le marché international, la contribution des pays en développement aurait été encore plus élevée.

48. Répondant à la question du représentant du Rwanda, il souligne qu'il est certainement très difficile de convaincre différents partenaires d'investir dans l'agriculture. Or, il faut d'abord résoudre le problème de l'alimentation, et de façon durable, faute de quoi, l'aide dans d'autres domaines tels que l'éducation, la santé, le droit de vote ou la liberté d'expression ne serait d'aucune valeur.

49. En ce qui concerne la technologie et l'échange d'informations, le site Internet de la FAO offre toute l'expérience du Programme spécial pour la sécurité alimentaire et en particulier ses réussites dans les domaines de la gestion des ressources en eau, des rendements agricoles et de la diversification sous forme de production animale, de pêche et d'aquaculture. Ces exemples s'adressent aux centres de décision de l'État, aux agents des services de vulgarisation et aux chercheurs et sont destinés à les aider à concevoir des programmes à l'intention des pauvres ruraux. En réponse au commentaire du représentant de la France concernant le lien entre les activités à court et à long terme, il précise que la FAO travaille avec ses partenaires du PAM et du FIDA ainsi qu'avec le Département des affaires humanitaires afin d'assurer la poursuite ininterrompue des activités dans les domaines où se posent des problèmes. Une fois qu'un programme d'aide d'urgence a été lancé, ces institutions entreprennent de planifier une action destinée à répondre aux besoins à moyen et à long terme, puis travaillent de façon plus directe avec leurs partenaires financiers.

50. Le représentant de l'Inde a évoqué le rôle de la FAO en tant que promoteur des transferts de technologie. La FAO collabore très étroitement avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et a décidé récemment d'accueillir en son sein le secrétariat du système de recherche agricole internationale. Dans les pays où se trouvent des centres nationaux de recherche agricole, la FAO garantit qu'il y aura un échange de données d'expérience entre elle et ces centres.

51. En ce qui concerne le commerce agricole, la FAO a créé un site Internet axé sur la question du commerce

agricole et l'Accord de Marrakech et, avec ses partenaires, a lancé un programme de formation pour les futurs participants des pays en développement ou des pays à économie en transition aux négociations commerciales.

52. Répondant à la question du représentant du Cameroun sur le rôle du Conseil dans la coordination des politiques des organisations ayant leur siège à Rome, il précise que cette coordination devrait être du ressort de ces institutions, dont les organes dirigeants sont généralement composés des mêmes représentants. Cela dit, le Conseil pourrait assurer le lien entre ces organisations et le reste des institutions de développement et veiller à ce que les problèmes fondamentaux de la pauvreté identifiés par le Sommet du Millénaire et le Sommet mondial de l'alimentation soient l'une des priorités de l'orientation des politiques et du débat.

53. En ce qui concerne l'aide publique au développement et les besoins des pays en développement, et la part de cette aide consacrée à l'agriculture, la FAO s'efforce de maintenir l'équilibre entre les activités après conflit et les autres activités du Programme spécial pour la sécurité alimentaire. Dans la corne de l'Afrique, la gestion des ressources en eau ne s'étend qu'à 1 % seulement des terres arables, le reste étant laissé aux caprices du climat. Sur l'ensemble du continent africain, le chiffre correspondant est de 7 %, contre 38 % en Asie et 50 % en Chine. Il ne pourra y avoir de révolution verte en Afrique tant que des progrès ne seront pas réalisés dans la gestion des ressources en eau.

54. Notant que le Viet Nam et la Chine ont été parmi les premiers pays à appuyer la coopération Sud-Sud, il signale que le Viet Nam vient de consentir à affecter jusqu'à 100 experts et techniciens par pays dans trois pays d'Afrique et un pays d'Asie. La Chine fournira 1 000 experts et l'Inde 800, et d'autres pays apporteront également une contribution en ressources humaines. Ces experts ne coûteront que 6 à 700 dollars par mois, au lieu des 12 à 15 000 dollars par mois payés pour les experts internationaux. Il précise que la Chine alimente 22 % de la population mondiale sur 7 % seulement des terres arables, et contribue généreusement à la coopération Sud-Sud avec l'Afrique.

55. **M. Rahmtalla** (Soudan) se réjouit d'apprendre que la famine a été évitée dans la corne de l'Afrique et

que l'on s'efforce de répondre aux questions de sécurité alimentaire. Il demande quel rôle le groupe d'experts interinstitutions envisage à cet égard pour l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD). Son pays sera l'hôte du Sommet de l'IGAD en novembre, et les Chefs d'État et de gouvernement participants devraient au moins être tenus informés des derniers événements dans ce domaine.

56. **M. Kelly** (Royaume-Uni) annonce que son pays, qui soutient résolument les travaux des trois organisations ayant leur siège à Rome, s'efforce actuellement d'aider ces organisations à élaborer de politiques et des programmes mieux ciblés. Il importe que le Conseil soit conscient des difficultés auxquelles se heurtent les institutions des Nations Unies dans leur action et de l'excellent travail que font les chefs de ces institutions. Une coopération plus étroite sur le terrain, le cas échéant, donnerait plus de valeur à ce travail. Les membres du Conseil pourraient rester étroitement associé à ce travail à travers ses missions auprès des organisations ayant leur siège à Rome.

57. Comme la FAO n'a que de modestes ressources financières, face à la diminution du volume des ressources affectées à l'agriculture, il est particulièrement important de rechercher d'autres donateurs, et de préciser la façon dont ces ressources pourraient être utilisées. Il a pris note de la mention de mécanismes de financement novateurs et a écouté avec intérêt les commentaires du représentant de la Banque mondiale. Il aimerait savoir ce que pensent les chefs des organisations de la forme que pourraient prendre ces mécanismes et quelle est leur opinion à cet égard. Comment voient-ils le retour de la Banque mondiale dans ce secteur?

58. **M. Al-Sultan** (Président, Fonds international de développement agricole), répondant à la question sur la collaboration du Fonds avec les collectivités et les organisations non gouvernementales, souligne que le mot clef est participation : collaboration avec les collectivités, et formation de groupes. Les groupes de femmes se sont révélés les plus productifs, et sont donc les plus importants à cet égard.

59. De nombreuses actions sont en cours, en ce qui concerne les partenariats avec le secteur privé pour obtenir des apports pour des projets et trouver des moyens de doter les agriculteurs de meilleures semences et d'un meilleur savoir-faire. Le secteur privé est aussi en train de s'ouvrir à travers les marchés. Si

les agriculteurs plantent des palmiers, il faut un investissement du secteur privé pour traiter l'huile de palme. Des marchés pourraient également être créés. Avec des achats garantis par le secteur privé, un marché pourrait être créé et, en l'espace de deux à trois ans, exploité entièrement par le secteur privé. De nombreux mécanismes pourraient être utilisés pour de tels partenariats.

60. À propos du commentaire du représentant du Rwanda au sujet de la coopération avec les donateurs, il souligne que bien que les chefs des organisations passent beaucoup de temps à s'entretenir avec les donateurs, l'aide apportée par ceux-ci sous forme d'APD et d'investissements dans le secteur agricole continue de baisser.

61. En ce qui concerne la coordination entre le court et le long terme, il précise que les trois organisations ont eu la possibilité de travailler ensemble dans un certain nombre de pays et de concevoir un plan d'action définissant un rôle précis pour chacune d'elles. Les besoins à court terme seraient couverts par l'organisation la mieux à même de le faire. Ensuite, les questions à long terme ont été examinées, et d'autres organisations telles que la Banque mondiale seraient associées à l'action.

62. Il existe d'énormes possibilités, notamment dans les pays africains, d'utiliser les technologies disponibles, mais l'investissement est essentiel. Il faut que la technologie choisie soit appropriée et sûre et qu'elle réponde aux besoins des éléments les plus pauvres, qu'elle permette de produire les types de cultures vivrières dont se nourrissent les pauvres, et qu'elle soit introduite dans les régions habitées par ceux-ci.

63. En ce qui concerne les barrières commerciales et les pauvres, l'une des questions essentielles est, une fois encore, la nécessité de l'accès aux marchés et d'un traitement équitable pour les petits exploitants.

64. Enfin, s'agissant du microcrédit, le FIDA a acquis une expérience considérable dans ce domaine et connaît les nombreux modèles d'organismes de microcrédit existant de par le monde; aujourd'hui, presque tous les projets du FIDA ont une composante « microcrédit ». Il est très important d'appuyer les initiatives locales. Il précise que l'organisme de microcrédit doit pouvoir atteindre les populations les plus pauvres; il doit être durable; et surtout, il doit être lié aux systèmes financiers en place.

65. **M<sup>me</sup> Bertini** (Directrice exécutive, Programme alimentaire mondial), répondant au représentant de l'Inde, précise que l'administration de suppléments alimentaires prend de plus en plus d'importance dans les travaux du Programme. Il est essentiel de veiller à ce que l'alimentation soit enrichie des nutriments nécessaires.

66. Répondant aux questions du représentant du Cameroun, elle souligne que bien que le PAM s'efforce de se montrer soucieux d'assurer une alimentation appropriée sans créer de dépendance à l'égard d'une production non durable, dans certains cas, un seul type d'aliment pourrait être fourni. Elle fait observer que, dans la région du Libéria et de la Sierra Leone, par suite de fréquents cas de vol, le Programme a abandonné le riz pour le bulgur qui, bien que tout aussi nourrissant, est moins prisé de la population et moins exposé au risque de vol.

67. Le Programme alimentaire mondial est le principal fournisseur de produits alimentaires de l'Afrique. Tous les achats se font par appel d'offres international, et ne perturbent donc pas le marché. Une grande partie des aliments sont achetés dans la région; cela permet de soutenir les marchés agricoles, de réduire les coûts de transport, d'offrir aux collectivités des aliments qui leur sont familiers et d'assurer généralement des livraisons plus rapides.

68. Il est toujours difficile de maintenir l'équilibre lorsque l'on soutient des pays en conflit, surtout quand on se trouve en présence de réfugiés de longue date, où les collectivités hôtes, souvent pauvres elles-mêmes, demandent pourquoi elles ne reçoivent pas la même aide que les réfugiés. Il n'y a pas de solution satisfaisante à ce problème.

69. À la question de la coordination sur le terrain soulevée par le représentant de l'Italie, elle répond que 50 des 81 bureaux extérieurs du Programme alimentaire mondial ont certaines formes d'activités communes avec la FAO et le FIDA. Le même représentant a posé une question au sujet du renforcement de la coordination régionale dans la corne de l'Afrique. La coordination régionale de l'aide humanitaire fonctionne extrêmement bien. Maintenant que d'autres organismes internationaux participent à cette aide, le Conseil pourrait peut-être offrir quelques conseils au sujet de cette coordination.

70. S'agissant de la question plus large de savoir ce que le Conseil pourrait faire à l'égard des femmes, elle

estime que les institutions qui font rapport au Conseil ou à travers le Conseil pourraient peut-être présenter des rapports précis indiquant le pourcentage de ressources et de programmation consacré spécifiquement aux femmes. Le Conseil pourrait aussi faire des recommandations aux pays bénéficiaires sur ce qu'il attend d'eux. Par exemple, si huit agriculteurs sur dix sont des femmes, pourquoi tous les vulgarisateurs sont-ils des hommes? Rien ne sera possible tant qu'il n'y aura pas davantage de femmes, en particulier dans les administrations locales et dans le travail de vulgarisation agricole.

71. Plusieurs représentants ont posé des questions au sujet de la coopération avec les donateurs, qui est liée également à la question posée par la France en ce qui concerne le lien entre les activités à court et à long terme. Toutes les organisations doivent s'efforcer de mieux montrer les avantages de l'investissement à long terme. Lors de sa visite dans la corne de l'Afrique, elle a vu des projets de purification de l'eau administrés par l'organisation non gouvernementale Oxfam. L'impact de ces projets sur la santé des populations est substantiel, et leur coût est minime.

72. Il est vrai que le Programme alimentaire mondial a eu la chance que les donateurs aient répondu aux besoins d'urgence. Si les donateurs pouvaient se montrer tout aussi sensibles aux demandes de semences de la FAO, et aux demandes d'intrants essentiels, à longue échéance, il faudrait moins de fonds pour financer les contributions en produits alimentaires.

73. Une question a également été posée au sujet de ce que le Conseil pourrait faire pour coordonner l'action des diverses organisations. Elle signale que le PAM est la seule organisation tenue de faire rapport au Conseil, et que les représentants qui estiment que le Conseil devrait jouer un rôle de coordination pourraient trouver les moyens d'user de leur influence afin de faire en sorte que l'ensemble du système des Nations Unies fasse tout son possible pour mettre un terme à la faim dans le monde, et que les pays bénéficiaires comme les pays donateurs fassent également leur part.

74. **M. Wales** (Organisation internationale du Travail), parlant au nom du Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, et répondant à la question du représentant du Soudan, précise que l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD) participe depuis le début aux travaux du groupe d'étude.

75. **Le Président** attire l'attention des participants sur son résumé des délibérations de la journée qui leur a été distribué. Il remercie de leur participation les représentants des organisations ayant leur siège à Rome, et déclare que cette réunion a été un premier pas important vers la coopération entre ces organisations et le Conseil.

*La séance est levée à 13 h 20.*